Après le passage apprécié d'Olivier Besancenot à "On n'est pas couché" : nous devons formuler des propositions pour gagner !

Olivier Besancenot a marqué les esprits dans l'émission « On n'est pas couché » samedi 3 mars (http://urlz.fr/6G9b). Il a fort bien déconstruit le discours de la classe dominante visant à distiller le poison de la division parmi les travailleurs/ses :« *Le comble du comble, c'est qu'on vit dans un monde où ceux qui gagnent 150 000 € par mois en exploitant les autres arrivent à convaincre ceux qui vivent avec 1 500 que la cause de leur problème sont ceux qui vivent avec 2 000 ou avec 500* ». Il a poursuivi en disant : « *Ouais, on peut se dire ça : 'Moi je vais pas bouger un petit doigt pour les cheminots parce que je n'ai rien à voir avec leur statut. Je vais pas bouger pour les enseignants parce qu'ils ont trop de vacances. […] Les étudiants ils pourraient faire un petit effort avec les 5 € d'APL'. Le jour où vous allez être attaqué par une mesure, venez pas pleurer si vous êtes tout seul* ». Tenir ce discours de vérité est nécessaire : nous devons arrêter de nous tirer dans les pattes, cibler les vrais privilégiés (qui ne sont pas les cheminots ou les fonctionnaires), et unir nos forces dans un combat commun contre Macron et son monde.

Mais notre rôle ne peut pas se limiter à expliquer les attaques du gouvernement et à contrer sa propagande détestable. Beaucoup de travailleurs/ses perçoivent déjà fort bien que Macron est le président des riches et qu'il cherche à attaquer nos acquis sociaux pour servir les intérêts des capitalistes. Mais nous avons tous en tête que les précédentes mobilisations se sont soldées par des échecs et que de plus en plus de travailleurs/ses doutent de la possibilité de mettre en échec Macron. Il est donc crucial d'essayer d'expliquer les raisons de ces défaites et de proposer des solutions. Malheureusement, ce n'est pas ce qu'a fait Olivier.

Il faudrait pourtant dire clairement que la stratégie des bureaucraties syndicales (dialogue social + journées d'action dispersées) mènent systématiquement à la défaite. A la SNCF, alors que le gouvernement a annoncé la destruction du statut de cheminot, et après quelques déclarations tonitruantes, l'intersyndicale de fin février a décidé de… ne rien décider, sauf de se revoir le 15 mars ! Il s'agit donc de se demander ce qu'on peut faire face à ce sabotage des luttes par la bureaucratie syndicale, qui défend ses propres intérêts. Elle cherche pour cela à canaliser la contestation pour qu'elle n'aille pas trop loin et s'oppose aux formes d'auto-organisation qui menacent sa mainmise sur les mouvements.

Il faut évidemment tout faire pour que la journée de grève du 22 mars soit la plus massive possible. Mais il faut aussi défendre que la suite du 22 ne doit pas être une nouvelle journée d'action, puis une nouvelle, jusqu'à l'épuisement et la défaite. Non, nous devons interpeller publiquement, et nous battre dans nos syndicats, nos AG, pour que les directions syndicales nationales préparent et appellent, après le 22 mars, à une grève interprofessionnelle reconductible jusqu'au retrait des attaques contre les cheminots, les fonctionnaires, et l'ensemble des travailleurs/ses. L'objectif doit être de bloquer l'économie et d'offrir ainsi à Macron une belle commémoration de Mai 68 ! Pas de faire en boucle, toutes les deux ou trois semaines, un petit tour entre République et Nation !

Il faut aussi que le NPA appelle à construire le Front social qui est un regroupement de militants de lutte de classe qui veulent construire la grève générale. Il serait utile que notre parti, à commencer par nos porte-parole, relaie l'initiative du 7 avril du Front social (http://urlz.fr/6G9z). Il faut que les militants qui défendent une autre stratégie que celle des directions syndicales échangent et se coordonnent.

Dire, comme l'a fait Olivier, que « *Ne serait-ce que par orgueil il faut essayer de faire quelque chose* » n'est absolument pas à la hauteur de la situation ! C'est distiller le message que le combat est perdu d'avance, mais qu'il faut quand même se mobiliser pour l'honneur. Non, Macron peut être vaincu, mais à condition de désigner clairement les obstacles et de proposer une stratégie pour les surmonter.

Nous devrions aussi profiter de ce genre d'émission où nous avons beaucoup de temps pour parler (45 minutes en l'occurrence), pour exposer notre projet politique. Car nous avons aussi besoin de croire qu'une autre société est possible pour nous battre avec énergie contre les attaques que nous subissons. Christine Angot a relevé une phrase d'Olivier qui en fait d'ailleurs le constat : « *Je me suis planté. Je n'ai pas assez cru qu'à un moment donné la crise politique était telle qu'on pouvait postuler à quelque chose comme on postule au changement, et pas seulement à la contestation et au témoignage* ». Autrement dit, le NPA ne pose pas la question du pouvoir, et donc laisse les autres en parler sans y opposer une alternative. Nous partageons ce constat, mais il faut dorénavant en tirer les conclusions. Critiquer Mélenchon en disant qu'il veut le pouvoir pour lui-même, qu'il a un plan de carrière, qu'il ne veut pas la révocabilité des élus (ce qui est par ailleurs faux !) est vraiment faible et superficiel, même si la dimension « homme providentiel » existe vraiment et doit être critiquée. Il faudrait surtout expliquer que l'antilibéralisme de Mélenchon est une impasse, faute de vouloir rompre avec la propriété et les institutions capitalistes. Et il faudrait y opposer un projet communiste révolutionnaire, ce qui suppose de vouloir en défendre un. Malheureusement, une majorité du NPA a refusé de lancer une discussion programmatique débouchant sur l'écriture d'un nouveau manifeste, estimant qu'une posture anticapitaliste suffisait. Olivier a indiqué lors de l'émission qu'il fallait « tout réinventer » et qu'il fallait « prendre le temps ». Il faut tellement prendre le temps qu'on reporte à toujours plus tard les discussions programmatiques.

En attendant, Olivier a aligné les banalités sur le fait que le haut devait être contrôlé par le bas, qu'il fallait se coordonner au niveau mondial sur les questions écologiques. Cela lui a valu une réplique de Yann Moix qui lui a dit qu'il parlait comme Rosanvallon (http://urlz.fr/6G9U)… Cela devrait nous alerter sur la faiblesse de notre discours en positif et la nécessite de penser un projet communiste autogestionnaire pour le 21ème siècle.

A la fin de son intervention, la philosophe (et épouse de Jospin) Sylviane Agacinski a dit qu'elle était d'accord avec ce qu'avait dit Olivier. Elle a enchaîné sur le fait que les institutions européennes étaient une machine de guerre contre les salariés, en imposant la mise en concurrence, l'alignement vers le bas, etc. Une intervention pertinente, qui n'a suscité aucune réaction de la part d'Olivier, alors que c'était une occasion en or d'expliquer que nous étions pour la rupture anticapitaliste et internationaliste avec l'UE, contrairement à tous les réformistes qui trouvent toujours de bonnes raisons de se coucher. Malheureusement, notre parti est toujours tétanisé par la question européenne…

Gaston Lefranc, le 8 mars 2018